

FAITS SAILLANTS

- La visite des champions politiques place Haïti comme pays pilote de la résilience aux désastres
- De sérieuses inquiétudes sur l'insécurité alimentaire sont renouvelées dans plusieurs régions du pays
- Alors qu'une nouvelle étude sur le choléra recommande la vigilance en période sèche, les infrastructures de traitement restent insuffisantes
- Une faible réduction du nombre de déplacés est constatée ; toutefois leur protection demeure une préoccupation

CHIFFRES CLES

Nombre de
déplacés
dans les
camps

320 000

Source: DTM,
mars, 2013

Cas de
choléra
cumulé
cholera cases

18 756

Source: MSPP,
Jan - Avr 2013

Décès

190

Source: MSPP,
Jan - Avr 2013

FINANCEMENTS

144 millions (USD)
demandés

23,7% financés

34 millions (USD) financés

Source : FTS, avril 2013



UNICEF

Au sommaire

Résilience P.1

Sécurité alimentaire P.2

Epidémie de choléra P.4

Gestion des camps et protection P.5

Aperçu de la sécurité alimentaire (en annexe)

Construire des liens entre l'urgence, le relèvement et le développement durable

Plus de ressources pour la réduction des risques et des désastres en Haïti

Haïti est l'un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles. Des ouragans, des inondations, des glissements de terrain, des sécheresses et des épidémies s'abattent régulièrement sur l'île. Le Centre de prévision des ouragans aux États-Unis prévoit jusqu'à 18 tempêtes tropicales dans les Caraïbes occidentales pour l'année 2013, dont la moitié susceptible de se transformer en ouragans. D'autant plus qu'en raison des effets du changement climatique, ces événements pourront s'aggraver d'avantage en fréquence et en intensité. Avec ces perspectives complexes, le soutien politique du gouvernement et de la communauté internationale est fondamental pour la gestion des risques et des désastres.



Valérie Amos, Justine Greening et Helen Clark à l'hôtel Canapé
Vert. Photo: PNUD.

En effet, l'impact cumulé de catastrophes récurrentes et saisonnières de faible ou de moyenne amplitude peuvent, sur le long terme, être équivalentes, voir plus importantes, que des catastrophes d'importance majeure. Dès lors, les gains et les avantages réalisés à partir de la gestion des risques et des désastres, ainsi que par les interventions humanitaires, sont constamment érodés par de nouvelles catastrophes. Les dommages causés par le tremblement de terre de janvier 2010 s'élèvent à 7,9 milliards de dollars (120 pour cent du PIB d'Haïti), et les ouragans frappant régulièrement le pays comptent jusqu'à 15 pour cent du PIB. C'est ainsi que la tempête tropicale Isaac et l'ouragan Sandy ont causé, en 2012, plus de 1 milliard de dollars de dégâts. Une plus grande implication pour la préparation de ces événements doublée d'un renforcement de la capacité de résilience pour les populations concernées s'avèrent d'autant plus fondamentaux afin de réaliser des progrès importants.

Tandis que la résilience aux désastres s'organise, les bailleurs de fonds doivent impérativement continuer à financer la réponse humanitaire dans le cadre des besoins résiduels liés au tremblement de terre de 2010, à l'épidémie de choléra, aux effets de la sécheresse de 2012 ainsi que pour les effets liés à la tempête tropicale Isaac et à l'ouragan Sandy. Les mauvaises récoltes poussent les agriculteurs à des mécanismes d'adaptation négatifs, telles que la production de charbon de bois provoquant de fait d'autres dommages à l'éco - système fragile et rend les communautés encore plus sujettes aux glissements de terrain et des inondations futures.

Ces trois dernières années, les fonds humanitaires ont drastiquement diminué, passant de 1.1 milliard USD en 2010 à 62 millions en 2012. Pourtant, 320 000 déplacés vivent toujours dans les camps dans de mauvaises conditions de vie ; 6, 7 millions d'individus subissent les effets de l'insécurité alimentaire (dont 1, 5 million vivant dans l'insécurité alimentaire sévère) ; le choléra reste une urgence avec pas moins de 100 000 personnes risquant d'être contaminées en 2013. C'est la raison pour laquelle les Nations Unies et la communauté humanitaire ont lancé un plan d'action humanitaire de 144 millions USD afin de répondre efficacement à l'ensemble de ces problèmes. Pour le moment, seulement 21, 6% de ce plan a été financé.

Le gouvernement et les partenaires internationaux assurent un plaidoyer en faveur de liens plus proches entre l'urgence, la relève et le développement

Plusieurs partenaires internationaux d'Haïti ont rendu visite au pays ce mois-ci afin de placer la gestion et de la réduction des risques comme l'une des priorités essentielles. La secrétaire générale adjointe des Nations-Unies pour les affaires humanitaires, Valérie Amos, a rejoint l'Administratrice du PNUD, Helen Clark, et la Secrétaire d'Etat britannique pour le développement international, Justine Greening, à l'occasion d'une visite de 24 heures en Haïti, afin de discuter des moyens de faire de la gestion des risques une priorité pour l'investissement et le développement du pays. Cette délégation était complétée par des représentants de l'Union européenne d'USAID, de la Banque mondiale, ainsi que de la Secrétaire générale du Caricom. Tous ces représentants appartiennent au groupe des champions politiques pour la résilience, un groupe informel pour promouvoir une réponse fondée sur la résilience au changement climatique et aux crises liées aux catastrophes naturelles.



Les champions politiques accompagnés des membres du gouvernement. Photo: PNUD.

Le groupe a rendu visite au quartier Jean-Baptiste dans l'est de Port-au-Prince dont sont originaires des familles déplacées dû au tremblement de terre. Le gouvernement est en train de réhabiliter ce quartier grâce au programme 16/6. Pour rappel, ce programme se concentre sur le retour de familles de 16 camps dans 6 quartiers réhabilités ainsi que sur la reconstruction des maisons, le renforcement des rives et l'installation de lampadaires à énergie solaire dans le but de renforcer la sécurité.

Si les champions politiques ont identifié Haïti comme une priorité, aux côtés du Tchad, du Niger et du Népal, c'est non seulement à cause de son exposition aux risques mais aussi grâce à son potentiel évident pour réaliser des progrès substantiels. C'est la raison pour laquelle le plan national de développement du gouvernement offre l'opportunité de réunir l'ensemble des partenaires stratégiques afin de travailler au mieux. Plus de détails sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <http://bit.ly/126pXOX> .

"Nous devons aller de l'avant par une meilleure anticipation, prévention et mitigation tout en nous préparant du mieux possible aux catastrophes. De même, il nous faut réduire les vulnérabilités afin de minimiser l'impact et les pertes causées par les catastrophes à venir. Les catastrophes ne peuvent plus être considérées uniquement comme nécessitant le seul effort humanitaire, elles doivent également intégrer l'aide au développement ", a insisté Valérie Amos.

Possible appel d'urgence pour la réponse à l'insécurité alimentaire

En dépit des efforts, le retard de la pluviométrie enregistré pourrait affecter la campagne de printemps

Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), la campagne de printemps est retardée d'un mois en dépit des bonnes prévisions des experts de l'International Research Institute for Climate and Society (Université de Columbia : <http://portal.iri.columbia.edu/portal/server.pt>). L'institut avait anticipé une saison de pluie normale entre février et juin 2013. Une situation qui inquiète cette organisation, étant donné les impacts négatifs que cela pourrait avoir sur les prochaines récoltes.

Dans plusieurs régions, une certaine démotivation des agriculteurs à préparer leurs champs, de peur de perdre leurs cultures, a été constatée. Cette situation aura également pour effet la diminution d'une certaine quantité de produits alimentaires qui devraient être disponibles pour cette période.

Au cours du mois de mars, il a été observé une dégradation importante du nombre de repas par jour et de diversité nutritive. On assiste à une forte augmentation d'achat à crédit pour la nourriture. Selon la CNSA, la majorité de la population dans les zones les plus touchées mangent au plus une fois par jour.

Des programmes pour l'atténuation des conséquences futures

De son côté, la France vient de lancer deux grands programmes de sécurité alimentaire. Le premier est un programme d'achats qui vise à verser des céréales produites en Haïti comme contribution française au PAM. Le second touche la sécurité alimentaire dans le département du Sud (plaine des Cayes) et soutient la production d'œufs et de maïs comme éléments de base de l'alimentation haïtienne.

Ces deux projets portent sur le réaménagement des montagnes (80% du territoire et 80% des petites exploitations agricoles) dégradés par la déforestation intensive. Des équipements pour canaliser et stocker l'eau sont bâtis afin de permettre de constituer des réserves et de développer l'arrosage, contribuant à l'augmentation des rendements et des revenus.

Par ailleurs, les efforts sont maintenus dans les plaines, fortement concurrencées par l'urbanisation. L'objectif est de redynamiser la totalité de la filière agricole locale, en soutenant la production de cultures techniques aux Cayes, et ainsi de fixer les populations dans les campagnes.

Le gouvernement prévoit d'assister directement 160 000 familles et créer 100 000 emplois

Afin de réduire les difficultés des populations les plus vulnérables et touchées par l'insécurité alimentaire, le gouvernement haïtien a mis sur pied un comité technique dans le but de définir au mieux les stratégies de réponse. Ce comité a déjà identifié plusieurs volets de travail dont l'assistance directe qui consiste en la distribution de nourriture, la réalisation d'actions de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) et la mise en place de stocks stratégiques de nourriture.

A cet effet, le gouvernement prévoit de distribuer des rations alimentaires à 160 000 familles ainsi que de favoriser la création de 100 000 emplois dans le cadre des activités HIMO. Entre temps, le Fonds d'assistance économique et sociale continue son programme habituel et prévoit de distribuer 50 000 bonds d'urgence et 50 000 paniers de solidarité jusqu'à l'arrivée de la saison cyclonique.

De plus, un cadre stratégique intitulé « de l'urgence à la relance agricole » a été élaboré par le gouvernement pour le relèvement de la production agricole. Les 44 communes les plus affectées ont été choisies pour mener des actions ciblées en priorisant la

La situation devrait se dégrader jusqu'à la prochaine récolte (juin juillet)

conservation des ressources en eau à travers la réhabilitation, la construction de périmètres, l'installation de pompes, la construction de lacs collinaires, la production végétale, l'accès aux semences améliorées et l'appui à l'élevage et à l'aviculture.

Malgré les efforts déployés, la situation devrait continuer à se dégrader sur l'ensemble du territoire jusqu'à la prochaine récolte (juin-juillet) et risque de faire tomber les populations dans une situation d'urgence selon la CNSA. Selon cette dernière, 140 communes sont en situation de malnutrition sévère.

A l'approche de la saison des pluies une légère recrudescence de l'épidémie

L'Artibonite et le Nord enregistrent le plus grand nombre de cas

La saison des pluies fait craindre de nouvelles flambées de choléra

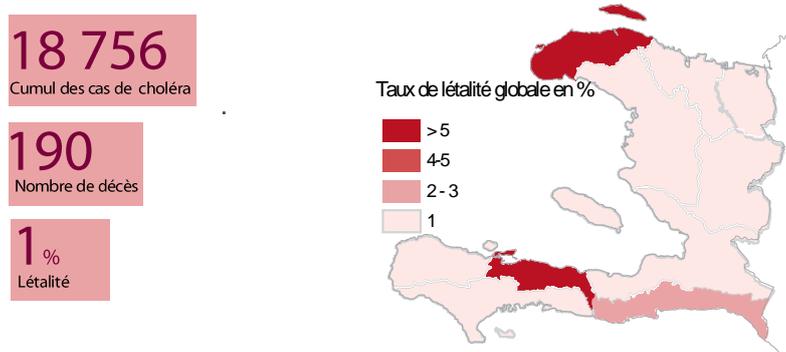
Concernant la situation générale, du 20 octobre 2010 au 14 avril 2013, le MSPP a rapporté 653 789 cas suspects de choléra, plus 360 000 hospitalisations. A la 15ème semaine de l'année, il y a eu une augmentation de tous les indicateurs de choléra par rapport à la semaine antérieure. Les cas suspects ont augmenté de 5,4%, les hospitalisations de presque 14% et les décès de 50%. Les départements ayant connu des recrudescences durant cette période sont : Artibonite, Nord, Nord-Ouest et Sud.

En 2013, pour le moment, l'Artibonite est le département qui enregistre le plus grand nombre de cas, suivis par le Nord, le Centre et l'Ouest. Le Nord est le département qui a le taux de mortalité le plus élevé en 2013 (4,43 pour 100 000). Les autres départements restent sous la barre des 2 pour 100 000.

Dans le Nord, il y a également une certaine recrudescence des cas suspects de choléra dans les communes de Dondon (7 cas), Saint-Raphaël (9 cas), Cap-Haitien et Limbe (4 cas). Il est à noter que Dondon et Saint-Raphaël sont des communes qui ne connaissent que rarement des flambées de choléra.

Depuis le début de l'année 2013, il y a eu 190 décès pour 18 756 cas vus (21 avril).

Choléra en 2013 (de janvier à avril 2013)



Une nouvelle étude sur l'épidémie de choléra recommande d'accroître les efforts de traitement pendant la saison sèche

Les **résultats** d'une équipe d'experts médicaux des Hôpitaux de Marseille (financée par le ministère français des affaires étrangères et sollicitée par le MSPP) recommandent, entre autres, que plus d'efforts soient concentrés sur l'éradication du choléra pendant la saison sèche. Selon ces experts, cette approche serait plus efficace et rentable que la lutte contre les flambées épidémiques. De nombreux éléments de la réponse proposée concordent avec les recommandations du PAH (plan d'action humanitaire) et avec les aspects d'urgence du plan d'éradication sur dix ans du gouvernement. OCHA est en train d'établir des contacts avec les bailleurs de fonds ainsi qu'avec certaines ONG dans le but de favoriser la mise en œuvre rapide de ces recommandations dans les zones où la bactérie du choléra reste active pendant la saison sèche.

MSF se prépare à la saison des pluies et tire la sonnette d'alarme sur le nombre insuffisant de CTC

Les flambées de choléra durant la saison des pluies 2012 sont encore dans les mémoires et rappellent à l'équipe MSF la nécessité de se préparer au mieux pour la saison des pluies qui s'annonce. La tempête tropicale Isaac et l'ouragan Sandy ont laissé des traces mais, plus encore, la première saison des pluies de mai 2012 où plus de 2 000 patients rendait visite au centre en l'espace d'une semaine. Il y a une capacité de 275 lits pour les patients dans ce centre et 80 supplémentaires dans la commune de Delmas. D'autre part, MSF Belgique à Martissant dispose d'une quinzaine de lits supplémentaires et la section suisse à Léogâne peut compter sur au moins 80 matelas destinés aux patients.



Centre de traitement de cholera à Carrefour. Photo: OCHA.

Djoen Besselink, coordonnateur de projet pour MSF Hollande à Carrefour et Delmas, estime que rien ne laisse à penser que la situation soit différente cette année. En outre, de nombreux CTC ont brusquement fermé dans la zone tandis que l'année passée à cause d'un manque de financements. Le centre de MSF Hollande se retrouve donc isolé et se prépare à un possible afflux de patients d'ici un ou deux mois.

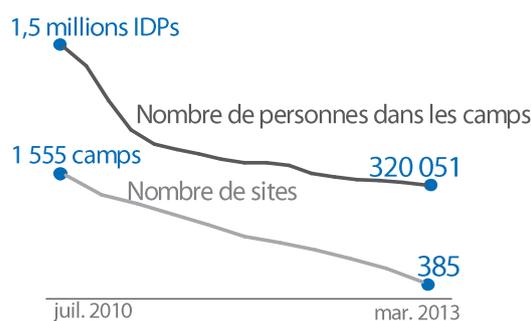
Ainsi, Djoen Besselink explique que « parmi certains CTCs ayant fermé, certains ont de bonnes capacités d'accueil. Par conséquent, il nous semble indispensable que certains centres soient prêts à rouvrir. Dans le cas contraire, nous risquons d'être submergés par trop de patients si l'épidémie venait à reprendre dans la zone. Ce qui est un risque. »

Afin d'anticiper du mieux possible les capacités d'accueil dans la zone, MSF Hollande procède actuellement à un plaidoyer auprès du Ministère de la santé et des partenaires internationaux afin de permettre à certains CTC, laissés en désuétude, de rouvrir en cas d'urgence. D'autre part MSF espère aussi que le MSPP pourrait commencer à prendre en charge plusieurs cas, pendant les périodes d'accalmie telles que la saison sèche.

Le retour et la sécurité des déplacés sous les projecteurs

Plus de 320 000 personnes vivent encore dans les camps de déplacés 03 ans après le tremblement de terre

Trois ans après le séisme, on estime qu'environ 320 000 individus et plus de 81 000 ménages vivent encore dans les camps et répartis sur 385 sites. Comparativement à 2010, cela représente une diminution d'environ 77% en termes de population déplacée (ménages et individus) selon le système de traçabilité mis en place par le cluster CCCM.

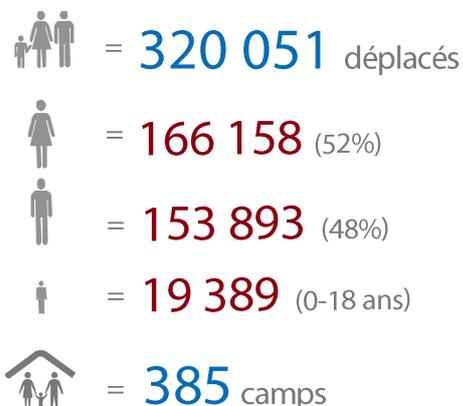


Si l'on compare aux informations datées de décembre 2012, on constate qu'une diminution de 8% est observée au sein de la population (individus et ménages déplacés). Cette baisse est la plus élevée depuis juin 2012 et trois fois plus importante qu'au cours de la période précédente. Malgré ces chiffres encourageants, une légère augmentation au sein de la population a été observée pour les

Les problèmes de protection persistent dans les camps; au camp Acra "Nord-Sud" plusieurs tentes ont été brûlées

communes de Carrefour, Tabarre et Léogâne. Selon l'OIM cette augmentation est dûe à deux facteurs prépondérants. Elles sont liées, d'une part, aux évictions forcées dans d'autres camps et, d'autre part, aux migrations incontrôlées et régulières vers les camps de déplacés.

Selon le **cluster CCCM**, les programmes de retour restent la principale cause de fermeture des sites pour cette période. En effet, 74% de la diminution des ménages ont été réalisées grâce aux programmes de retour par subvention au loyer. A ce titre, 11% de la diminution globale au niveau des ménages déplacés est imputable aux programmes de retour par subventions au loyer.



Un besoin d'assistance et de services de base pour les populations résiduelles dans les camps de déplacés

Cependant, toutes les familles de déplacés ne sont pas encore dans la dynamique de retour. A l'instar d'autres camps, le processus de retour pour le camp Route Pis à Delmas n'est pas encore à l'ordre du jour. Ce processus devrait cependant s'effectuer d'ici la fin de l'année. Alors que la saison des pluies arrive à grands pas, les inquiétudes sont vives pour de nombreuses familles. Un des responsables du comité du camp estime que, sur 3 500 familles, environ 1000 familles ont des tentes trouées. De plus, la ravine de Delmas, qui traverse le camp, est facilement susceptible de déborder et d'inonder une partie de celui-ci. A titre d'exemple, des inondations sont survenues pendant l'ouragan Sandy en octobre dernier. Les familles sont d'autant plus préoccupées par l'absence de services santé et de systèmes d'eau et assainissement acceptables. L'absence du déploiement régulier de la DPC et des acteurs humanitaires explique en partie ces défaillances structurelles. « Nous sommes très inquiets » insiste un membre du comité du camp.

Le Secrétaire Général des Nations-Unies témoigne de sa préoccupation auprès du Premier Ministre concernant les problèmes d'évictions forcées dans les camps

Durant la fin du mois d'avril, de graves problèmes de sécurité sont survenus dans des camps de déplacés. Le mercredi 17 avril, une personne est décédée suite à un conflit entre deux groupes de déplacés au camp terrain golf (Pétionville). Mais, plus préoccupant encore, sont la persistance des problèmes liés aux évictions forcées. Ainsi, le camp Acra à Delmas 32 et le camp Acra nord sud ont connu des tentatives d'éviction forcée manu militari les 21 et 22 avril. Plusieurs tentes ont été brûlées par des individus non identifiés. A la suite de ces violences, une personne est décédée au camp Acra nord sud.

Nombre de personnes et camps sous menaces d'éviction



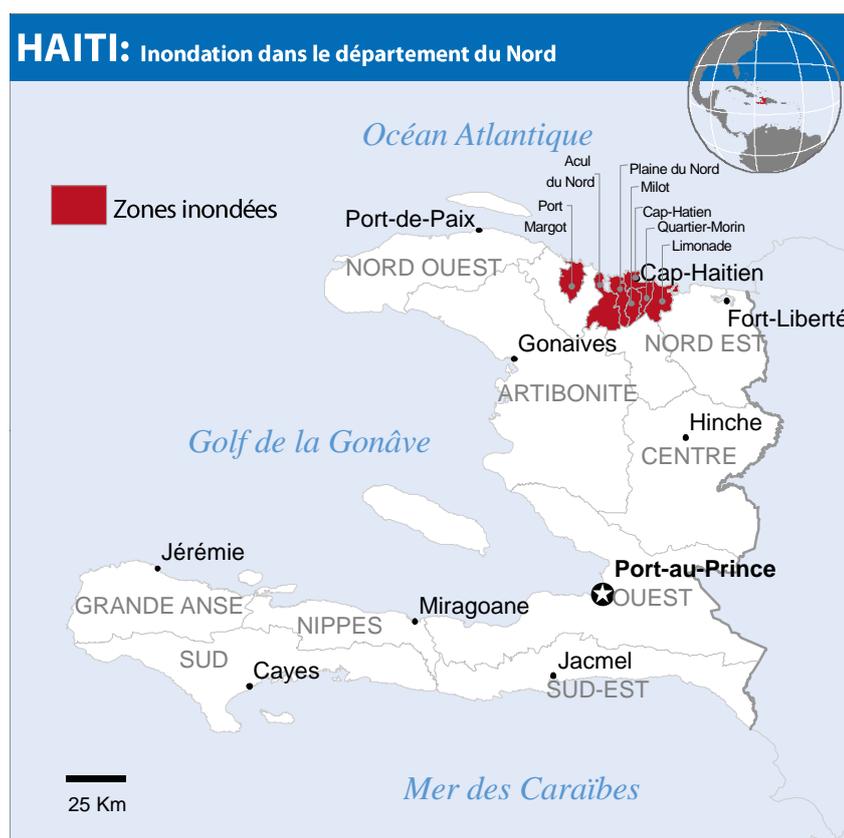
C'est dans ce contexte général que la coordinatrice humanitaire a.i., Mme Sophie de Caen a souligné au Premier Ministre Laurent Lamothe l'importance de la problématique des évictions forcées et la volonté commune de limiter l'augmentation de l'insécurité dans les camps de déplacés. A l'occasion d'une rencontre à Washington avec le Premier Ministre Laurent Lamothe, le Secrétaire général Ban Ki-Moon a également fait part de sa vive préoccupation auprès du gouvernement.

Inondations dans le Nord

Plus de 3 000 maisons inondées et de nombreuses familles sans abris

Les pluies qui se sont abattues du 6 au 7 avril derniers sur le département du Nord ont causé des dommages importants. Selon les dernières évaluations conduites au niveau des communes du Cap Haïtien, de l'Acul du Nord, de Milot, de Quartier Morin, de Port Margot, de Plaine du Nord et de Limonade, 3 322 maisons ont été inondées et des milliers de familles laissées sans abris.

La coordination départementale de la Direction de la protection civile, des maires et des CASEC (Conseil d'administration de la section communale) ont été mobilisés pour apporter leur appui aux familles des victimes.



90 volontaires, 60 pompiers équipés de 3 camions ont aidé à l'évacuation des personnes dans les zones les plus touchées. Plusieurs partenaires humanitaires ont soutenu les pouvoirs publics dans la gestion de la réponse. L'entreprise privée Vorbe et Fils, a aidé à libérer une partie de l'eau qui causait des inondations au niveau de la digue.

Des inondations ont aussi eu lieu à Petit Goâve le 20 et 21 avril. Dans ce contexte, une personne est décédée en essayant de traverser une rivière en crue.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

George A. Ngwa, chef, Section communication, ngwaanuongong@un.org, Tél. (509) 3702 5192

Rachelle Elien, chargée de l'information publique, elien@un.org, Tél. (509) 3702 5177

Widlyn Dornevil, chargé de l'information publique, dornevil@un.org, Tél. (509) 3702 5182

Guillaume Schneider, chargé du reporting, shneiterg@un.org, Tél. (509) 3702 5758

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int



15% (1.52 million de personnes) en 2013 contre **8%** (800,000 personnes) en 2011 en situation d'insécurité alimentaire sévère au niveau national et **5,1%** de la population des enfants de moins de cinq ans avec une malnutrition aiguë.

Chiffres clés



6.7 millions personnes en insécurité alimentaire en Haïti

1.5 million en insécurité alimentaire sévère

Données désagrégées

792 568 (52%)

731 601 (48%)

5.2 millions personnes en insécurité alimentaire modérée

En milieu rural: **4.1 millions**

En milieu urbain: **2.6 millions**

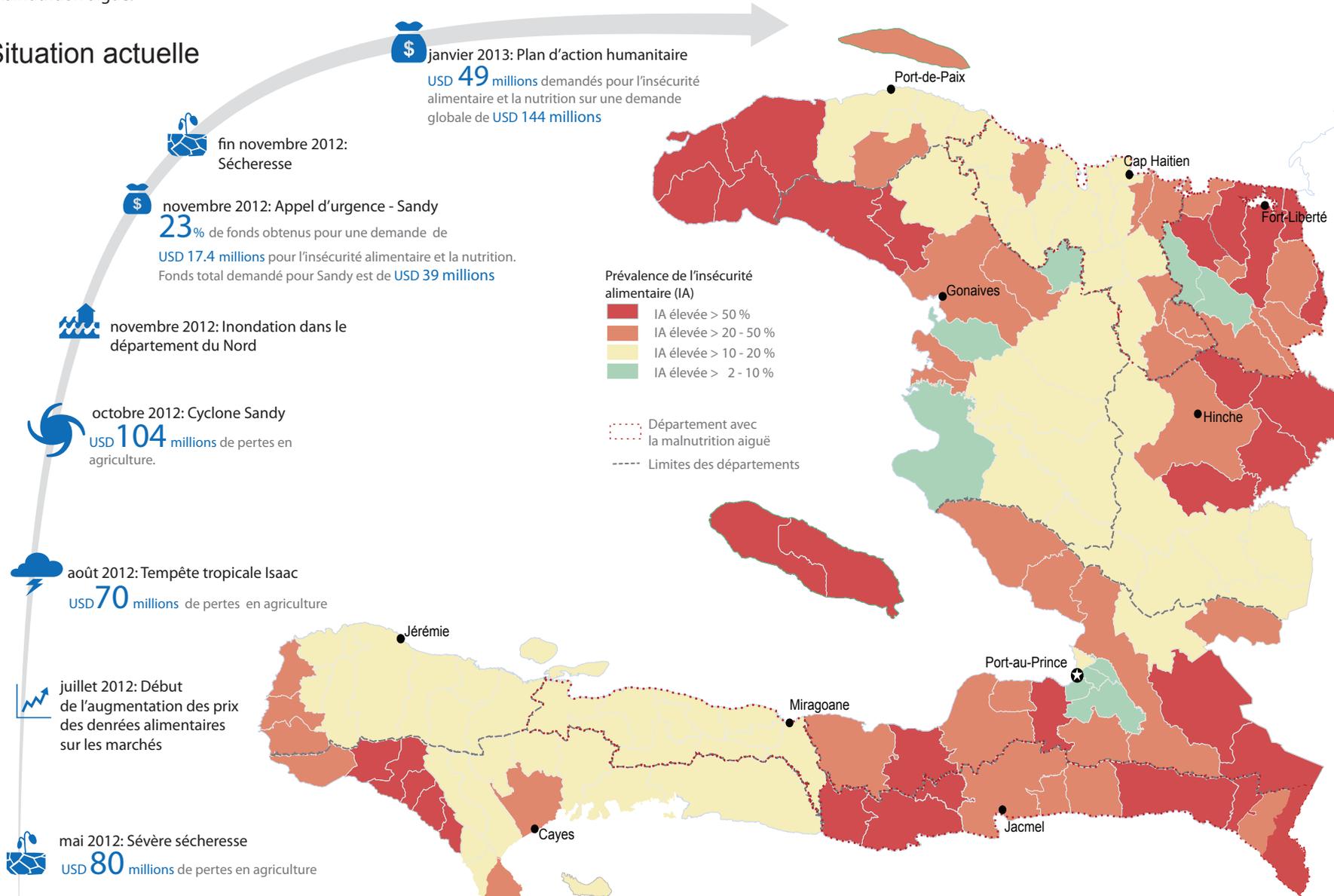


81 600 enfants de moins de cinq ans avec une malnutrition aiguë

61 200 (4%) enfants de moins de cinq ans avec la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)

20 400 (1.1%) enfants de moins de cinq ans avec la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)

Situation actuelle



janvier 2013: Plan d'action humanitaire
USD **49 millions** demandés pour l'insécurité alimentaire et la nutrition sur une demande globale de USD **144 millions**

fin novembre 2012: Sécheresse

novembre 2012: Appel d'urgence - Sandy
23% de fonds obtenus pour une demande de USD **17.4 millions** pour l'insécurité alimentaire et la nutrition. Fonds total demandé pour Sandy est de USD **39 millions**

novembre 2012: Inondation dans le département du Nord

octobre 2012: Cyclone Sandy
USD **104 millions** de pertes en agriculture.

août 2012: Tempête tropicale Isaac
USD **70 millions** de pertes en agriculture

juillet 2012: Début de l'augmentation des prix des denrées alimentaires sur les marchés

mai 2012: Sévère sécheresse
USD **80 millions** de pertes en agriculture



Chiffres clés

700 000

bénéficiaires atteints par la réponse post Sandy.

800 000

personnes encore dans le besoin.

49 millions demandés pour le secteur de la sécurité alimentaire selon le Plan d'Action Humanitaire 2013 (PAH 2013)

Financement* m=million USD

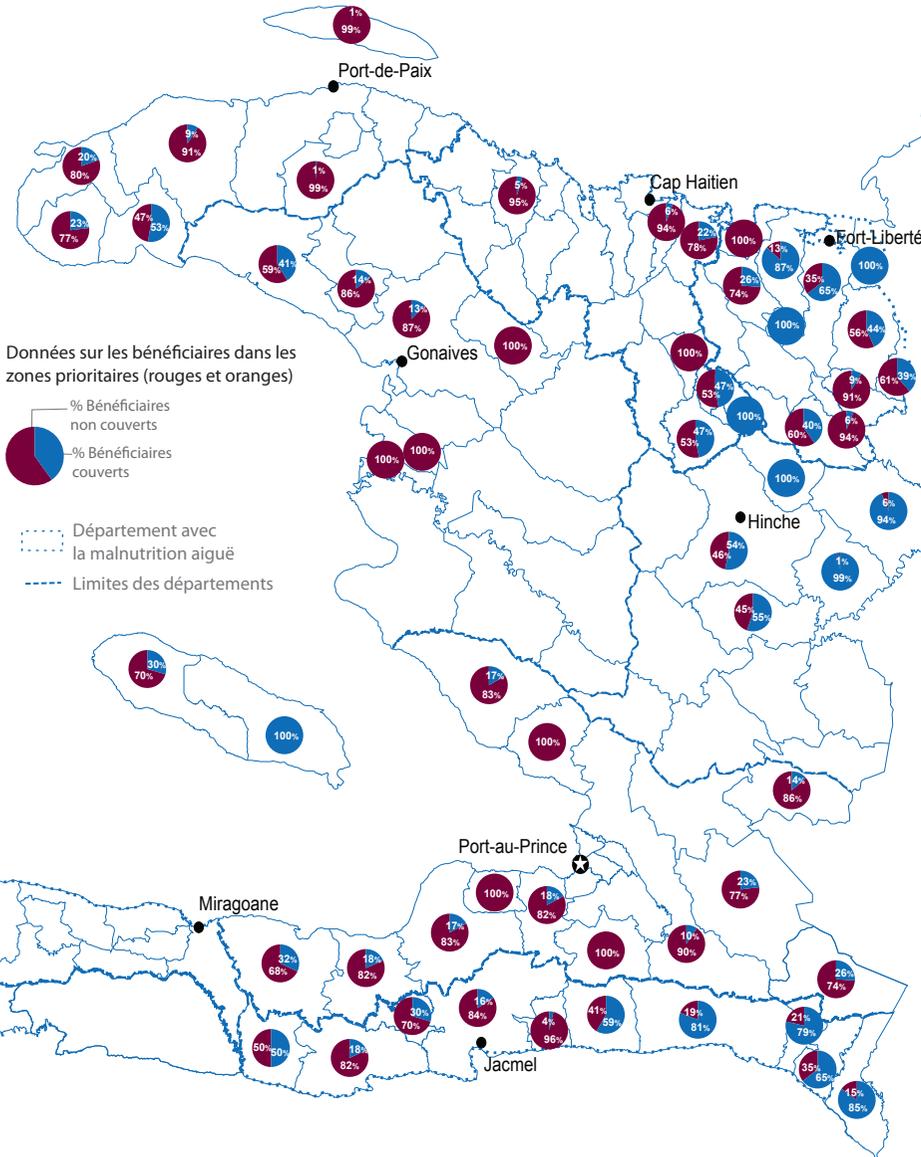
	Financé
Govt.(FAES+MARNDR)	8 951 953
USAID	15 243 550
ECHO	9 065 000
DFID	5 058 623

* Ce financement reflète la consolidation de 2012 et 2013 pour les activités humanitaires.

Partenaires

38 partenaires

Départ.	#partenaires
Artibonite	4
Centre	3
Grande-Anse	5
Nippes	3
Nord	6
Nord-Est	4
Nord-Ouest	6
Ouest	16
Sud	10
Sud-Est	9



Activités

	Environnement	Prévention du choléra/ EHA	Food for Work	Cash for Work / Voucher for work	Distribution alimentaire	NFI	Renforcement de capacité	Projets de nutrition et santé	Construction/réhabilitation	Moyen de subsistance	Cantine scolaire
Artibonite	3	4	1	1	1	1	2	2	1		
Centre		2	1		1		2	2	1		2
Grande-Anse	1	3	1		1		2	1	1		
Nippes	1	2	3				1	2	1	1	1
Nord	4	5	2				2	4	2		1
Nord-Est	1	3	2				1	2	1		1
Nord-Ouest	2	3	2	1	2	1		2	1		1
Ouest	5	8	5	1	1	1	1	5	4	3	1
Sud	5	7	2		1		3	5	3		1
Sud-Est	5	5	5		1		3	7	1	1	

Nombre de partenaires: 1 (light blue), 2-5 (medium blue), 6-10 (dark blue), > 10 (black)

Légende des activités

- Environnement
- Prévention du choléra/ EHA
- Food for Work
- Cash for Work / Voucher for work
- Distribution alimentaire
- NFI Distribution d'outils agricoles/engrais/semences
- Renforcement de capacité
- Projets de nutrition et santé
- Construction/réhabilitation
- Moyen de subsistance
- Cantine scolaire

Calendrier agricole incluant les saisons des pluies et cycloniques



Événements en 2012